

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3769

8 décembre 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|---|---------------|---|---------------|
| 2 Aero S.A. | 180868 | Holdco 1 Citygate S.à r.l. | 180911 |
| ABCM Prod. | 180866 | Kiischpelter Holzhacker Sàrl | 180872 |
| Actimage S.A. | 180866 | Le Canotier S.A. | 180867 |
| Alban Properties S.à r.l. | 180867 | Lux Capital Partners S.A. | 180909 |
| Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A. | 180878 | MS Gestion S.A. | 180871 |
| Aysse Lux S.à r.l. | 180899 | Parwa Finance S.A. | 180867 |
| Badong SPF S.A. | 180869 | Patron Karua S.à r.l. | 180872 |
| Bambini Sàrl | 180868 | Peek & Cloppenburg S.à r.l. | 180912 |
| BBB Lux S.à r.l. | 180870 | Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l. | 180876 |
| Better Practices S.à r.l. | 180884 | Plaza Holdings (Europe) S.à r.l. | 180872 |
| Bleu & Vert | 180869 | ProLogis Stratosphere LP S.à r.l. | 180870 |
| Cameron Lux V S.à r.l. | 180871 | ProLogis UK CCLXV S.à r.l. | 180870 |
| Catalyst Recovery Europe S.A. | 180869 | SARL Bob Deltour | 180912 |
| Concept Innov. | 180867 | Shercock S.à r.l. | 180910 |
| Copalme S.A. | 180871 | StarLease Capital S.A. | 180868 |
| D & G S. à r.l. | 180871 | Supera Pe | 180875 |
| East Capital Asset Management S.A. | 180873 | Swilux | 180873 |
| Elladan 12 | 180872 | T10 S.à r.l. | 180875 |
| EMO Distribution S.à r.l. | 180866 | Tee Shot S.A. | 180874 |
| Eurasia Beverages S.à r.l. | 180873 | UCF Holding S.à r.l. | 180874 |
| Euro Real Estate S.A. | 180866 | Ulysse Formations S.A. | 180875 |
| Eventus Fondsverwaltung GmbH | 180873 | Unicomp S.A. | 180911 |
| FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S. | 180866 | UnitedHealthcare International III | 180870 |
| Finstyle - Promotion Industrielle et Financière - S.A. | 180888 | Voltage | 180875 |
| GM Investissement S.à r.l. | 180909 | Winch Italy Holdings 2 S.A. | 180874 |
| | | XAV | 180881 |

ABCM Prod., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.888.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014179004/10.

(140205832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Actimage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 224, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 68.492.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179005/10.

(140206045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Euro Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.374.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014179139/11.

(140205848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 155.851.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 22 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014179152/11.

(140205737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

EMO Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6869 Wecker, 11, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 27.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014179128/12.

(140205467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Le Canotier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4936 Bascharage, 57, rue de la Reconnaissance Nationale.
R.C.S. Luxembourg B 118.062.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Delphine MUNIER.

Référence de publication: 2014177001/10.

(140202854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Concept Innov., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 179.765.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014179060/11.

(140205462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Parwa Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 85.407.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 24 octobre 2014, que G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à r.l., dont le mandat a expiré.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de la société statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014177096/16.

(140202714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Alban Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 189.781.

Extrait des Résolutions de l'Associé Unique d' ALBAN PROPERTIES S.à r.l. prises le 7 Novembre 2014

L'unique Associé d'Alban Properties S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- de nommer Katarzyna Ciesielska, née le 20 Mai 1982 à Łód , Pologne, avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 24 Novembre 2014

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Rachel Hafedh

Katarzyna Ciesielska

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Luxembourg, le 7 Novembre 2014.

Référence de publication: 2014178993/17.

(140205590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

StarLease Capital S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 118.182.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement du 13 novembre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société Starlease Capital S.A., avec siège social à L-1115 Luxembourg, 2 boulevard Konrad Adenauer, dénoncé en date du 20 septembre 2010. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Françoise NSAN-NWET.

Référence de publication: 2014179449/14.

(140205330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Bambini Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 55.049.

—
Décision du Gérant unique de la société Bambini S.à r.l. passée en date du 28 octobre 2014

En accord avec les articles 190 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et 1690 du Code Civil luxembourgeois, la société approuve expressément:

Le transfert de 500 parts par la société Saruva Finance SA avec siège social 66 Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125859 à la société Groupe Zannier SAS avec siège social 6bis rue Gabriel Laumain, F-75010 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 755 800 356

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014184702/16.

(140208021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

2 Aero S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 114.081.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2014

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf novembre, à quinze heures, l'actionnaire unique de la société anonyme "2 AERO S.A.", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114 081, et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique accepte la démission des administrateurs de catégorie A et de l'administrateur-délégué suivants:

Administrateurs de catégorie A:

Monsieur Alain ZELEZNIK, né à Montegnée, Belgique, le 10 septembre 1963, demeurant à B-4050 Chaudfontaine, 38, rue de la Chênaie.

Madame Régine NICKERS, née le 04 octobre 1967 à Rocourt, Belgique, demeurant B-4050 Chaudfontaine, 38, rue de la Chênaie.

Administrateur-délégué:

Monsieur Alain ZELEZNIK, susvisé.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer administrateur unique de la société, Monsieur Alain ZELEZNIK, susvisé. Son mandat est valable jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014179565/24.

(140205926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Bleu & Vert, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4801 Rodange, 152, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 171.602.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014184715/14.

(140208295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Badong SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

R.C.S. Luxembourg B 156.321.

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer en notre qualité d'ancien-domiciliataire de la société
BADONG SPF SA

que nous dénonçons formellement le siège à l'adresse:

53 Route d'Arlon
L-8211 Mamer
avec effet immédiat

Mamer, le 21 novembre 2014.

Aniel Gallo
Réviseur d'entreprises

Référence de publication: 2014184701/15.

(140208107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Catalyst Recovery Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4832 Rodange, 420, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 16.298.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 17 juillet 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 17 juillet 2014 à RODANGE, Luxembourg, entre autres, la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée générale décide de renouveler les mandats des personnes suivantes jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015, respectivement jusqu'à ce que les personnes leur succédant soient désignées:

Administrateurs:

- Monsieur Ronald Paul ZAPLETAL
- Monsieur William Anthony KIST
- Monsieur Ronald Lee BELL
- Monsieur Edward Louis BUTERA

Reviseur d'entreprises:

- la société anonyme de droit luxembourgeois, GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.; établie et ayant son siège social 83, Pafébruch à L-8308 CAPELLEN, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.298.

Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2014184730/25.

(140208631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

ProLogis Stratosphere LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.169.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179378/9.

(140205361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

ProLogis UK CCLXV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179379/9.

(140205347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

UnitedHealthcare International III, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 171.597.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 12 novembre 2014 que:

- La démission de M. Philippe SALPETIER, gérant de type B de la Société, avec effet au 30 octobre 2014, a été acceptée.
- La personne suivante a été nommée gérant de type B de la Société, avec effet au 30 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* Mr Livio Gambardella, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177229/17.

(140203027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

BBB Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 23.560,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 191.914.

Suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 5 novembre 2014, entre Exequite Partners S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 174367, et Monsieur Dirk Emiel Spans né le 14 Janvier 1962, à Leuven, Belgique, avec adresse au Rootstraat 16, 3080 Tervuren, Belgique, les 23,560 parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

- Mr Dirk Emiel Spans détient les 23,560 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BBB Lux S.à r.l.

Joost Anton Mees

Gérant

Référence de publication: 2014184705/19.

(140208749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

D & G S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4132 Esch-sur-Alzette, 2, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 135.961.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014178383/10.

(140204959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

MS Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9233 Diekirch, 14, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 102.560.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MS GESTION SA
Bureau Comptable et Fiscal
14 avenue de la Gare
L-9233 DIEKIRCH

Référence de publication: 2014178668/13.

(140205144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Copalme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 149.264.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014178373/14.

(140205241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Cameron Lux V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 336.785.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.711.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 31 octobre 2014

1. Madame Cécile JAGER a démissionné de son mandat de gérante avec effet au 31 octobre 2014.
2. Monsieur David CATALA, administrateur de sociétés, né à Gent Belgique le 19 janvier 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet au 31 octobre 2014.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme
Pour CAMERON LUX V SARL
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014178336/17.

(140204499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Patron Karua S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 164.335.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014178718/10.

(140204712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Kiischpelter Holzacker Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9776 Wilwerwiltz, 6, Um Sandbiërg.

R.C.S. Luxembourg B 127.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014178593/10.

(140204932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Elladan 12, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 189.516.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 12 novembre 2014.

Le siège social a été transféré au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Elladan 12 S.à.r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014183352/13.

(140206214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Plaza Holdings (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.668.

Il est à noter que les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Antoine de Oliveira e Castro de son mandat de gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014;

- de nommer Monsieur Benoit Galloro, demeurant professionnellement au Bahnhofstrasse 2, CH - 6300 Zug, Suisse, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de

Madame Stéphanie Duval, gérante

Madame Ghizlane Gryp, gérante

Monsieur Benoit Galloro, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Plaza Holdings (Europe) S.à r.l.

Stéphanie Duval

Mandataire

Référence de publication: 2014178724/21.

(140204771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Eurasia Beverages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014183363/9.

(140206243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Eventus Fondsverwaltung GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 141.148.

Les comptes annuels sociaux arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 14 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183367/11.

(140206473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Swilux, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R.C.S. Luxembourg B 32.570.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014184537/14.

(140207378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

East Capital Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainthe Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 136.364.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 14 mai 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Peter Elam Hakansson, avec adresse professionnelle au 33, Kungsgatan, 111 56 Stockholm, Suède
- Albin Rosengren, avec adresse professionnelle au 33, Kungsgatan, 111 56 Stockholm, Suède
- Johan Wigh, avec adresse professionnelle au 33, Kungsgatan, 111 56 Stockholm, Suède
- Mathias Pedersen, avec adresse professionnelle au 33, Kungsgatan, 111 56 Stockholm, Suède

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Nomination de KPMG Luxembourg au mandat de commissaire aux comptes, avec siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183338/20.

(140206638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Tee Shot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9944 Beiler, 13, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 152.552.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 11 novembre 2014 à 1130 heures au siège social de la société

L'assemblée générale acte le transfert du siège social de la société à l'adresse suivante:

L- 9944 Beiler, Duarrefstrooss 13 boîte 6

Pour extrait sincère et conforme

Ph. Bodson

Un administrateur

Référence de publication: 2014184540/14.

(140207237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

UCF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 104.378.

RECTIFICATIF

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 23 septembre 2014 sous la référence L140167504.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour UCF Holding S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2014184558/15.

(140207866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Winch Italy Holdings 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 173.724.

—
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 3 novembre 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Edmond de Rothschild Investment Partners administrateur de Catégorie A, avec siège social au 47, rue du Faubourg, Saint-Honoré, 75008 Paris, France, représenté par M. Sylvain Charignon, avec adresse professionnelle au 47, rue du Faubourg, Saint-Honoré, 75008 Paris, France

- Emmanuel Mougeolle, administrateur de Catégorie B, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L- 1882 Luxembourg

- Diana C.M. Kon Kam King, administrateur de Catégorie B, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L- 1882 Luxembourg

avec effet au 2 septembre 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2019 et qui se tiendra en 2020

2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes d'Alter Domus Luxembourg S.à r.l. avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet au 2 septembre 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2019 et qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184580/25.

(140207641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Ulysse Formations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 116.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014184560/10.

(140207553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Supera Pe, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 175.921.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184534/10.

(140207919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Voltage, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1716 Luxembourg, 30, rue Joseph Hansen.
R.C.S. Luxembourg B 158.431.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 11 novembre 2014, a renouvelé le mandat du gérant, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Henri GRISIUS, gérant, licencié en sciences économiques appliquées, 30, Rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Pour VOLTAGE

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014184566/16.

(140207683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

T10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 144.041.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Heiko Dimmerling, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour T10 S.à r.l.

Référence de publication: 2014184556/18.

(140207578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.300,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, Avenue JF Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 184.851.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of October,

Before us Me Francis Kessler notary residing in Esch sur Alzette,

there appeared:

Pfizer Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company formed and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51 Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 84 125,

here represented by Me Cécile JAGER, attorney at law, residing in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on October 30, 2014;

Which proxy shall be signed “ne varietur” by the person representing the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Which appearing party, represented as stated here above, requested the undersigned notary to draw up as follows:

that the prenamed entity, Pfizer Luxembourg S.à r.l., is the sole shareholder of Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company formed and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 184.851 and incorporated by deed of Me Paul BETTINGEN notary residing in Senningerberg on 30 December 2013 published in the Memorial C number 1148 on 7 May 2014 (the “Company”),

that the articles of the Company have been amended for the last time by a deed of Me Paul BETTINGEN, on 19 May 2014 published in the Memorial C number 2044 of 4 August 2014.

that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the article 4 of articles of association of the Company so as to reflect the new corporate object of the Company.

Then, the sole shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to amend the article 4 of the articles of association of the Company, which now reads as follows:

“ **Art. 4.** The Company shall have as its business purpose:

- the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio,

- promotion of sales, acting as sales intermediary and related activities for pharmaceutical products, excluding the making of, manipulation, possession or storage of pharmaceutical products.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated or group companies. The Company may also establish branches in Luxembourg and abroad. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.”

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente octobre.

Par devant Me Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch sur Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Pfizer Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur au Luxembourg, ayant son siège social au 51 Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84 125,

représentée par Me Cécile JAGER, Avocat à la Cour, résidant à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 30 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signées "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante sus-nommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

que la société prénommée, Pfizer Luxembourg S.à r.l., est l'associé unique de Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et regie par les lois en vigueur au Luxembourg, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro 184.851 et constituée suivant acte de Me Paul BETTINGEN notaire résidant à Senningerberg en date du 30 décembre 2013, publié au Mémorial C numéro 1148 du 7 mai 2014 (la «Société»).

que les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Me Paul BETTINGEN, en date du 19 mai 2014, publié au Mémorial C numéro 2044 du 4 aout 2014.

que l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Agenda

1. Modification de l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter la modification de l'objet social de la Société.

L'associé unique a ensuite pris la résolution suivante:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 4.** La société a pour objet:

- la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille,

- la promotion de vente, l'intermédiaire de vente et toute activité relative aux produits pharmaceutiques, à l'exclusion de la fabrication, la manipulation, la possession et le stockage de produits pharmaceutiques.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales, affiliées ou faisant partie du même groupe. La Société peut aussi créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.”

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, ladite personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jager, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14845. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014177090/106.

(140203014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 165.370.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of Oktober.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A. (the "Company"), a Luxembourg société anonyme, incorporated by a notarial deed drawn up on 24 November 2011, having its registered office at 14, Boulevard Franklin D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("RCS") under number B 165.370 and whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 127, page 6056 dated 17 January 2012.

The Articles have been amended for the last time on 4 July 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary published in the Mémorial under number 1869, page 89671 on 18 July 2014.

The extraordinary general meeting of the Company (the "Meeting") is opened at 2.15 p.m. and elected as chairman Mr Lars Junkermann, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Leysan Schoemann, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Marc Schons, residing professionally in Luxembourg.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman requested the notary to act that:

I. The names of the shareholders represented at the Meeting by proxies (together the "Appearing Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list at the end of these minutes. This attendance list has been signed *in varietur* with the proxy forms by the shareholders represented at the Meeting by proxies, the notary, the chairman, the scrutineer and the secretary.

II. The attendance list shows that the whole share capital of the Company is represented. The Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the Meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The Meeting can validly decide on all the items of the below agenda.

III. The agenda of the Meeting was the following:

Agenda

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 65,326,772.31 (sixty-five million three hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-two euro and thirty-one cent), so as to raise it from its current amount of EUR 369,323.94 (three hundred sixty-nine thousand three hundred twenty-three euro and ninety-four cent) up to EUR 65,696,096.25 (sixty-five million six hundred ninety-six thousand ninety-six euro and twenty-five cent), through the issue of 6,532,677,231 (six billion five hundred thirty-two million six hundred seventy-seven thousand two hundred and thirty-one) shares with a par value of EUR 0.01 (one cent) (the „New Shares“);

3. Subscription of the New Shares;

4. Amendment of article five, paragraph one of the Articles of the Company with the following wording:

" **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundsechzig Millionen sechshundertsechszehnzigtausend sechsundneunzig Euro und fünfundzwanzig Euro Cent (EUR 65.696.096,25) und ist in sechs Milliarden fünfhundertneunundsechzig Millionen sechshundertneuntausend sechshundertfünfundzwanzig (6.569.609.625) Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) pro Aktie eingeteilt."

English version:

„ **Art. 5. Share capital.** The subscribed share capital is set at sixty-five million six hundred ninety-six thousand ninety-six Euro and twenty-five Euro Cent (EUR 65,696,096.25), fully paid-up and represented by six billion five hundred sixty-nine Million six hundred nine thousand six hundred twenty-five (6.569.609.625) shares with a par value of Euro cent (EUR 0.01) per share“.

The Meeting declares and requests the undersigned notary to act that:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders all represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them prior to the Meeting.

Second resolution

The meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 65,326,772.31 (sixty-five million three hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-two euro and thirty-one cent), so as to raise it from its current amount of EUR 369,323.94 (three hundred sixty-nine thousand three hundred twenty-three euro and ninety-four cent) up to EUR 65,696,096.25 (sixty-five million six hundred ninety-six thousand ninety-six euro and twenty-five cent), through the issue of 6,532,677,231 (six billion five hundred thirty-two million six hundred seventy-seven thousand two hundred and thirty-one) shares with a par value of EUR 0.01 (one cent) (the „New Shares“).

Subscription and payment

All of the New Shares have been entirely subscribed and fully paid up in cash by the existing shareholders in proportion of their current participation in the capital of the Company for a total amount of EUR 65,326,772.31 (sixty-five million three hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-two euro and thirty-one cent) entirely allocated to the share capital of the Company.

The said amount of EUR 65,326,772.31 (sixty-five million three hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-two euro and thirty-one cent) is as of now at the free disposal of the Company, as it has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

Third resolution

Further to the previous resolution, the Meeting resolves to amend the 1st paragraph of article 5 of the Articles (Share Capital) to reflect the above share capital increase, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The subscribed share capital is set at sixty-five million six hundred ninety-six thousand ninety-six euro and twenty-five euro cent (EUR 65,696,096.25), fully paid up and represented by six billion five hundred sixty-nine million six hundred nine thousand six hundred twenty-five (6.569.609.625) shares with a par value of euro cent (EUR 0.01) per share."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection this deed, have been estimated at about seven thousand euro (EUR 7,000).

There being no further business, the meeting is closed at 2.25 p.m..

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Voranstehenden Textes

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am neunundzwanzigsten Oktober,
wurde vor dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,
eine Hauptversammlung der Aktiengesellschaft Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A. (die "Aktiengesellschaft"), eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 165.370, gegründet durch notarielle Urkunde aufgenommen am 24. November 2011, die Satzung wurde am 17. Januar 2012 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") unter der Nummer 127, Seite 6056 veröffentlicht.

Die Satzung der Aktiengesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch eine von dem unterzeichnenden Notar am 4. Juli 2014 aufgenommenen Urkunde, im Mémorial veröffentlicht unter der Nummer 1869, Seite 89671 vom 18. Juli 2014.

Die außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft (die "Hauptversammlung") wird um 14.15 Uhr eröffnet und wählt als Vorsitzenden Herr Lars Junkermann, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Der Vorsitzende ernennt zum Schriftführer Frau Leysan Schoemann, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Marc Schons, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und bittet den Notar zu beurkunden:

I. Dass aus einer dieser Urkunde beigefügten Anwesenheitsliste, die Namen der Aktionäre, die auf dieser Hauptversammlung durch Vollmachten vertreten sind (die "Erschienenen Aktionäre") und die von ihnen gehaltenen Aktien

hervorgehen. Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt zusammen mit den Vollmachten dieser Urkunde, mit welcher sie einregistriert wird, als Anlage beigelegt.

II. Die Anwesenheitsliste belegt, dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist. Dass die Erschienenen Aktionäre bestätigen, von der Tagesordnung Kenntnis zu haben, demgemäß ausdrücklich auf eine förmliche Einberufung verzichten und sich zu dieser Versammlung ordnungsgemäß einberufen erklären. Die Hauptversammlung kann daher über alle Punkte der Tagesordnung wirksam entscheiden.

III. Dass die Tagesordnung dieser Versammlung folgende Punkte umfasst:

Tagesordnung

1. Verzicht auf Einberufungsformalitäten;

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um EUR 65.326.772,31 (fünfundsechzig Millionen dreihundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundsiebzig Euro und einunddreißig Cent), um es von derzeit EUR 369.323,94 (dreihundertneunundsechzigtausend dreihundertdreiundzwanzig Euro und vierundneunzig Euro Cent) auf insgesamt EUR 65.696.096,25 (fünfundsechzig Millionen sechshundertsechszwanzigtausend sechsundneunzig Euro und fünfundzwanzig Euro Cent) zu erhöhen, durch Ausgabe von 6.532.677.231 (sechs Milliarden fünfhundertzweiunddreißig Millionen sechshundertsiebenundsiebzigtausend zweihunderteinunddreißig) gleichwertiger Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) (die „Neuen Aktien“);

3. Zeichnung der Neuen Aktien;

4. Abänderung des fünften Artikels Absatz eins Satz eins der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Wortlaut:

" **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundsechzig Millionen sechshundertsechszwanzigtausend sechsundneunzig Euro und fünfundzwanzig Euro Cent (EUR 65.696.096,25) und ist in sechs Milliarden fünfhundertneunundsechzig Millionen sechshundertneunundsechszwanzig (6.569.609.625) Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) pro Aktie eingeteilt."

Englische Fassung:

„ **Art. 5. Share capital.** The subscribed share capital is set at sixtyfive million six hundred ninety-six thousand ninety-six Euro and twenty-five Euro Cent (EUR 65,696,096.25), fully paid-up and represented by six billion five hundred sixty-nine Million six hundred nine thousand six hundred twentyfive (6.569.609.625) shares with a par value of Euro cent (EUR 0.01) per share.“

Die Versammlung erklärt und ersucht den unterzeichnenden Notar wie folgt zu beurkunden:

Erster Beschluss

In Anbetracht der Tatsache, dass die Aktionäre rechtmäßig vertreten sind, beschließt die Generalversammlung auf die Formalitätsregelungen der Einberufung zu verzichten; die Aktionäre betrachten sich als rechtmäßig geladen und bestätigen volle Kenntnis der Tagesordnung zu haben, welche ihnen vorher mitgeteilt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt das Gesellschaftskapitals um EUR 65.326.772,31 (fünfundsechzig Millionen dreihundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundsiebzig Euro und einunddreißig Cent) zu erhöhen, um es von derzeit EUR 369.323,94 (dreihundertneunundsechzigtausend dreihundertdreiundzwanzig Euro und vierundneunzig Euro Cent) auf insgesamt EUR 65.696.096,25 (fünfundsechzig Millionen sechshundertsechszwanzigtausend sechsundneunzig Euro und fünfundzwanzig Euro Cent) zu erhöhen, durch die Ausgabe von 6.532.677.231 (sechs Milliarden fünfhundertzweiunddreißig Millionen sechshundertsiebenundsiebzigtausend zweihunderteinunddreißig) gleichwertiger Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) (die „Neuen Aktien“).

Zeichnung un Zahlung

Besagte Neue Aktien wurden ganz gezeichnet und voll in bar durch die bestehenden Aktionäre anteilig ihrer aktuellen Beteiligung im Kapital der Aktiengesellschaft eingezahlt, für einen Gesamtbetrag von EUR 65.326.772,31 (fünfundsechzig Millionen dreihundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundsiebzig Euro und einunddreißig Cent), welcher integral dem Kapital der Aktiengesellschaft zugeteilt wurde.

Besagter Gesamtbetrag von EUR 65.326.772,31 (fünfundsechzig Millionen dreihundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundsiebzig Euro und einunddreißig Cent) steht der Aktiengesellschaft von nun an zur freien Verfügung wie dies dem unterzeichnenden Notar bescheinigt wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Dritter Beschluss

Ferner zu dem oben genannten Beschluß, beschließt die Versammlung den 1. Satz des Artikels 5 der Satzung der Gesellschaft (Gesellschaftskapital) zu ändern, um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

« **Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundsechzig Millionen sechshundertsechszwanzigtausend sechsundneunzig Euro und fünfundzwanzig Euro Cent (EUR 65.696.096,25) und ist in sechs Milliarden

fünfhundertneunundsechzig Millionen sechshundertneuntausend sechshundertfünfundzwanzig (6.569.609.625) Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) pro Aktie eingeteilt."

Kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder sonstigen Ausgaben gleich welcher Art, die die Gesellschaft aufgrund dieser notariellen Urkunde zu tragen hat, werden auf ungefähr siebentausend Euro (EUR 7.000) geschätzt.

Die Versammlung wird um 14.25 Uhr geschlossen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der Erschienenen in englischer Sprache samt deutscher Übersetzung abgefasst wurde. Auf Ersuchen der gleichen Erschienenen soll im Falle von Divergenzen zwischen der englischen und der deutschen Fassungen, die englische Fassung Vorrang haben.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am zum Beginn dieses Dokuments genannten Datum.

Nachdem das Dokument den Erschienenen vorgelesen worden war, unterzeichneten diese gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: L.Junkermann, L. Schoemann, M. Schons, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 3 novembre 2014. REM/2014/2382. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177314/180.

(140203188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

XAV, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.850.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 191.860.

— STATUTS

L'AN DEUX MIL QUATORZE, LE CINQ NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Xavier THEVENOT, dirigeant d'entreprise, demeurant au 2, Chemin du Moulin, 25870 Auxon-Dessus, France,

ici représenté par Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 5 novembre 2014.

La prédite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de XAV.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au dévelop-

pement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille euros) représenté par 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par au moins trois gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil de gérance dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul gérant sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription

Les 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, Monsieur Xavier THEVENOT, demeurant à Auxon-Dessus, France.

Libération

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées moyennant un apport en nature consistant en 4.500 (quatre mille cinq cents) actions de la société de droit français dénommée RT DEVELOPPEMENT, une société par actions simplifiée ayant son siège social au 7, rue Xavier Marmier, 25000 Besançon, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Besançon sous le numéro 479 327 629, soit 70% des actions représentatives de son capital social, cet apport étant évalué à un montant total d'au moins EUR 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille euros).

Preuve de l'existence de l'apport en nature

Preuve de la propriété et de la valeur des 4.500 (quatre mille cinq cents) actions RT DEVELOPPEMENT a été donnée au notaire instrumentant au moyen de justificatifs, dont notamment une déclaration émise par les administrateurs de la société RT DEVELOPPEMENT, celle-ci attestant le nombre actuel d'actions, leur appartenance et leur valeur réelle conformément aux tendances actuelles du marché.

Cette déclaration, signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Réalisation effective de l'apport

Est ensuite intervenu Monsieur Xavier THEVENOT, prénommé et représenté comme stipulé ci-dessus, qui a déclaré:

1. être le propriétaire de 4.500 (quatre mille cinq cents) actions représentatives de 70% du capital social s'élevant à EUR 65.000 (soixante-cinq mille euros) de la société RT DEVELOPPEMENT, société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social au 7, rue Xavier Marmier, 25000 Besançon, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Besançon sous le numéro 479 327 629, ci-après appelées les «Actions»;

2. que les Actions sont évaluées à au moins EUR 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille euros) et sont apportées à titre de libération intégrale des 3.850.000 (trois millions huit cent cinquante mille) parts sociales représentatives de 100% du capital social de la société XAV;

3. que conformément aux articles 11 et 20 des statuts de la société RT DEVELOPPEMENT, le présent apport a fait l'objet d'un agrément préalable des actionnaires;

4. que les Actions apportées ne sont grevées d'aucun gage ni d'aucun autre droit quelconque, qu'elles ne font l'objet d'aucune saisie ou opposition, que le transfert de ces Actions n'est contraire à aucune disposition des statuts de la société RT DEVELOPPEMENT de sorte que rien ne peut faire obstacle à l'apport et à la transcription de ces Actions en faveur de XAV;

5. que ces Actions sont apportées à la société XAV telles et dans l'état où elles se trouvent à l'heure actuelle, qu'il déclare parfaitement connaître;

6. qu'à compter de sa constitution, la société XAV aura droit à toutes les distributions effectuées par la société RT DEVELOPPEMENT sous quelque forme que ce soit;

7. qu'il décharge le(s) futur(s) gérant(s) de la société XAV ainsi que le notaire instrumentant de toutes investigations relatives à la valeur du prêt apport en nature et des passifs existants, dont il déclare connaître les conditions, et vouloir faire son affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de cet apport ou d'un éventuel accroissement du passif reconnu;

8. que dès réception d'une copie certifiée «conforme» ou d'une expédition de l'acte notarié attestant que la constitution de la société XAV a été documentée et que l'apport des Actions de la société RT DEVELOPPEMENT a été réalisé, toutes les formalités seront réalisées aux fins d'effectuer le transfert de propriété des dites Actions en faveur de XAV et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de toutes tierces parties;

9. que l'apport des actions de la société RT DEVELOPPEMENT mentionné ci-dessus est placé sous le régime du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts français.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 2.900,-

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants de la société avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts et pour durée indéterminée:

1. Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, né le 03 août 1970 à Esch-sur-Alzette, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

2. Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

3. Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forli), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Les gérants pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. ALBERTUS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 07 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52163. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014178146/152.

(140203760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Better Practices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 191.843.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of November.

Before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange.

There appeared:

- Mr. Mikko VÄISÄNEN, Director of Network Procurement, born in Keikyä (Finland), on 23 June 1978, residing at L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.

Such appearing person has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited company (société à responsabilité limitée), which he declares to hereby incorporate.

Art. 1. There is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the Law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as well as by the present articles (hereafter the "Company").

Art. 2. The Company exists under the name of "BETTER PRACTICES Sàrl".

Art. 3. The registered office of the Company is established in Strassen.

The registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. The object of the Company is to provide management, procurement and project management consulting services to other companies mainly in the field of IT/ Telecom / Technology.

In addition, the Company may carry out any trading activity, provided that it is not specially regulated.

In general, the Company may carry out all commercial, financial, movable and immovable operations that are directly related to the company's object or whose nature is likely to facilitate or develop it.

Art. 5. The Company is established for an unlimited period.

Art. 6. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed by the sole shareholder Mr Mikko VÄISÄNEN, Director of Network Procurement, residing at L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.

All the shares have been fully paid-up, by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is from now on at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary, by means of a bank certificate.

Art. 7. Shares may be freely transferred between shareholders.

Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the agreement of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

For all other matters reference is being made to Articles 189 and 190 of the law referring to commercial companies.

Art. 8. The heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Art. 9. The death, the suspension of civil rights, the bankruptcy or the failure of one of the shareholders do not put an end to the Company.

Art. 10. The Company is administrated by one or more managers, who need not be shareholders. They are appointed by the single shareholder or the general meeting of shareholders (as the case may be) for a period to be determined and they can be removed at any time.

The powers of the manager(s) will be determined in the nomination deed.

Unless a provision stipulates otherwise, the manager(s) have all necessary powers with regard to third parties to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out all necessary or useful acts to accomplish the company objective.

Art. 11. A manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him/her in the name of the Company; as a representative of the Company, he/she is only responsible for the execution of his/her mandate.

Art. 12. Decisions of shareholders are being taken in a general meeting.

No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

As long as the Company has only one shareholder the sole shareholder will exercise the powers reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders.

The resolutions taken by the sole shareholder will be set down in the form of minutes.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Art. 13. The accounting year of the Company starts on the first of January and ends on the last day of December each year.

Art. 14. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations and the provisions constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 15. Each shareholder may inspect the balance sheet and the profit and loss account at the registered office of the Company.

Art. 16. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by Article 142 of the Law of August 10th 1915 and of its modifying laws. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

Art. 17. Reference is made to the existing regulations for all matters not mentioned in the present articles of association.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and end on December 31, 2015.

Decisions of the sole shareholder in place of a general meeting

The above named shareholder, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately taken the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company shall be at L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.
2. Is appointed as the manager of the Company for an unlimited period of time: Mr Mikko VÄISÄNEN, prenamed.

The manager is vested with the broadest powers to act in the name of the Company in all circumstances and to bind the Company with his sole signature.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Hesperange, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le quatre novembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Monsieur Mikko VÄISÄNEN, Directeur de Network Procurement, né à Keikyä (Finlande), le 23 juin 1978, demeurant à L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.

Lequel comparent a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts sont les suivants.

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société existe sous la dénomination de «BETTER PRACTICES Sàrl».

Art. 3. Le siège social est établi à Strassen.

Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. L'objet de la Société est de fournir des services de consultance pour la gestion, l'acquisition et la gestion de projets à d'autres sociétés principalement dans le domaine de l'informatique, des télécommunications et de la technologie.

En outre, la Société pourra faire toutes activités commerciales, non spécialement réglementées.

En général, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de le favoriser ou le développer.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Mikko VÄISÄNEN, directeur de Network Procurement, demeurant à L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée,

Toutes les parts ont été entièrement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant moyennant certificat bancaire.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins trois-quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés (selon le cas) pour une durée à déterminer et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

A moins qu'il ne soit autrement prévu, le(s) gérant(s) ont tous pouvoirs vis-à-vis des tiers pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et d'exécuter tous actes en vue de l'accomplissement de l'objet social.

Art. 11. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui/elle au nom de la Société; simple mandataire, il/elle n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année au dernier jour de décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la Société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 16. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Décisions de l'associé unique en lieu et place de l'assemblée générale

Le comparant prénommé, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en lieu et place de l'assemblée générale et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8046 Strassen, 2B, rue de la Vallée.

2. Est désigné gérant de la société pour une durée indéterminée Monsieur Mikko VÄISÄNEN, préqualifié,

Le gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et engager la Société par sa seule signature.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en langue française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Väisänen, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52063. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177405/198.

(140203386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Finstyle - Promotion Industrielle et Financière - S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 48.264.

L'an deux mille quatorze, le sept novembre.

Par devant nous Maître Henri BECK, notaire, résidant à Echternach, Grand-Duché du Luxembourg

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FINSTYLE - PROMOTION INDUSTRIELLE ET FINANCIERE -S.A., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 48.264 (NIN 1994 2208 610),

constituée suivant acte reçu par le notaire André SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 12 juillet 1994, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 458 du 15 novembre 1994, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 30 janvier 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 428 du 18 avril 2003;

- suivant acte reçu par le même notaire Jean SECKLER en date du 22 décembre 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 236 du 27 février 2004,

au capital social de quatre cent mille Euros (EUR 400.000.-), représenté par quatre mille (4.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Anja PAULISSEN employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Fanny MARX, employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel,

et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, directeur, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

La présidente a déclaré et a prié le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la/les procuration(s), resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société actuellement fixé à quatre cent mille Euros (EUR 400.000.-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Approbation des comptes arrêtés au 17 octobre 2014.

2.- Adoption de la nationalité italienne par la société et transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers Vaprio d'Agogna (NO) (Italie), décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le changement de nationalité et le transfert du siège social n'entraîne ni fiscalement ni légalement la dissolution de la Société, ceci cependant sous la condition suspensive de l'enregistrement en bonne et due forme de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés en Italie.

3.- Etablissement du siège social à I-28010 Vaprio d'Agogna (NO), Strada Statale n. 229 Km18.

4.- Adoption de la nouvelle forme légale de la Société et refonte subséquente des statuts de la Société.

5.- Acceptation de la démission, avec décharge, des administrateurs et du commissaire aux comptes, actuellement en fonction, avec effet au jour de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés en Italie.

6.- Nomination de Monsieur Roberto BRUSATI, travailleur indépendant dans le domaine administratif et financier, demeurant à I-28043 Bellinzago Novarese (NO), Vicolo Delconti 6, en tant qu'administrateur unique de la Société pour trois exercices, avec effet au jour de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés en Italie.

7.- Octroi du pouvoir et de l'autorisation à l'administrateur unique nouvellement nommé, afin de parvenir au transfert du siège social, de l'établissement principal, du lieu de gestion effective et lieu de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et de réaliser toutes les étapes, formalités et procédures nécessaires ou requises à la finalisation du transfert conformément au droit italien, y compris mais sans s'y limiter, l'autorité de procéder à la modification des statuts de la Société dans le but de se conformer au droit italien.

8.- Octroi du pouvoir et de l'autorisation à tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) de procéder au désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois, sur base de la preuve de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés en Italie.

9.- Acceptation par le notaire instrumentant de radier la société FINSTYLE - PROMOTION INDUSTRIELLE ET FINANCIERE - S.A. auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg dès réception de la documentation officielle de l'inscription de la société italienne.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'approuver les comptes arrêtés au 17 octobre 2014.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers Vaprio d'Agogna (NO) (Italie).

Cette décision est prise à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le changement de nationalité et le transfert du siège social n'entraîne ni fiscalement ni légalement la dissolution de la Société, ceci cependant sous la condition suspensive de l'enregistrement en bonne et due forme de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés en Italie.

Suite à cette résolution, la Société adoptera la nationalité italienne, conformément à la loi italienne, et continuera son activité, conformément à la loi italienne sous la forme d'une société à responsabilité limitée sous le nom de FINSTYLE PROMOTION INDUSTRIELLE ET FINANCIERE S.R.L..

Le changement de nationalité et le transfert du siège social n'entraîne ni fiscalement ni légalement la dissolution de la Société, ceci cependant sous la condition suspensive de l'enregistrement en bonne et due forme de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés italien.

L'assemblée générale a décidé qu'en application de la loi luxembourgeoise, le transfert du siège social, ainsi que le transfert du siège statutaire et administratif et du siège de direction effectif vers un autre pays, n'entraîne pas la création d'une nouvelle société, même d'un point de vue fiscal, à condition que la loi du pays d'accueil adopte le même principe, ce qui est le cas pour l'Italie.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'établir le siège social à I-28010 Vaprio d'Agogna (NO), Strada Statale n. 229 Km18.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'adopter la nouvelle forme légale de la Société et par conséquent de refondre entièrement les statuts de la Société de manière conforme à la loi italienne, et qui seront de la teneur suivante:

STATUTO SOCIALE DELLA SOCIETA'

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. Denominazione.

1.1 E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione sociale di "FINSTYLE PROMOTION INDUSTRIELLE ET FINANCIERE S.R.L."

1.2 La denominazione può essere scritta in lettere sia maiuscole che minuscole.

Art. 2. Sede e Domiciliazione.

2.1 La Società ha sede in 28010 Vaprio d'Agogna (NO), Italia, Strada Statale n. 229 Km 18.

2.2 Il domicilio dei soci, degli Amministratori, dei Sindaci e del Revisore, se nominati, per tutto quel che concerne i loro rapporti con la Società, é quello risultante Registro delle Imprese.

Per domicilio si intende non solo l'indirizzo, ma anche il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica, anche ai fini dell'articolo 2479-bis c.c.

Art. 3. Oggetto sociale.

3.1 La Società ha per oggetto le seguenti attività:

La società potrà altresì compiere tutto quanto sia direttamente o indirettamente collegato ai suddetti scopi; potrà registrare, acquistare, utilizzare e alienare opere dell'ingegno, brevetti per invenzioni e invenzioni non brevettate, istituire premi o borse di studio collegati all'oggetto della società, ricevere e conferire mandati di rappresentanza, stipulare contratti di agenzia, e compiere qualsiasi operazione industriale, commerciale, finanziaria, bancaria, mobiliare e immobiliare connessa con l'oggetto sociale compreso il rilascio di fidejussioni e avalli a favore di terzi, anche di società, qualunque ne sia l'oggetto, il tutto in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale ed escluso l'esercizio nei confronti del pubblico, delle attività di cui alla legge 5 luglio 1991 n. 197; la società potrà assumere interessenze e/o partecipazioni in altre imprese, enti e società, sia italiane che estere, esistenti o da costituire, aventi per oggetto attività industriali, commerciali, immobiliari, finanziarie o di servizi con scopo sociale analogo, affine o complementare, o comunque connesso al proprio nel rispetto della legge in data 5 luglio 1991 n. 197 e del decreto legislativo 1 settembre 1993 n.385.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della Società è fissata a tempo indeterminato.

Capitale e quote sociali

Art. 5. Capitale sociale.

5.1 Il Capitale sociale è di Euro 400.000,-- (Euro quattrocentomila) ed è suddiviso in tante quote quanti sono i soci.

Il capitale sociale potrà essere aumentato anche mediante conferimento di beni in natura, di crediti o di aziende nonché di tutti gli elementi attivi suscettibili di valutazione economica.

5.2 In caso di parziale sottoscrizione l'aumento rimane valido per la parte sottoscritta secondo quanto previsto dall'art. 2481 bis, 3° comma, del Codice Civile.

I versamenti sulle quote sono richiesti dall'Organo Amministrativo nei termini e nei modi stabiliti dal piano di emissione o che esso riterrà più opportuni e convenienti.

5.3 A carico dei soci in ritardo nei versamenti decorrerà l'interesse in ragione annua pari al "tasso di riferimento" in vigore al momento del verificato mancato versamento, fermo il disposto dell'art. 2466 del c.c.

5.4 Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del c.c.

5.5 Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, la delibera dovrà essere adottata con il voto favorevole dell'intero capitale sociale.

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, può essere omesso - con il consenso unanime di tutti i soci - il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo, c.c., in previsione dell'Assemblea ivi indicata.

5.6 La Società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico. Il regime dei finanziamenti dei soci è comunque assoggettato alla normativa di postergazione di cui all'articolo 2467 c.c.

5.7 E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 c.c.

La relativa delibera potrà essere adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

5.8 All'Organo Amministrativo è concessa, una volta nel corso di ogni esercizio sociale, la facoltà di aumentare il capitale sociale solo nei limiti del 50% (cinquanta per cento) dell'importo del capitale sottoscritto e versato e unicamente per l'ipotesi di aumento da sottoscrivere tramite versamento di denaro; la relativa decisione deve essere adottata all'unanimità nel caso di costituzione di un Consiglio di Amministrazione; nei restanti casi la decisione dovrà essere assunta dai soci, anche su proposta dell'Organo Amministrativo.

Art. 6. Trasferimento delle partecipazioni.

6.1 Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

6.2 Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi o a causa di morte di partecipazioni.

6.3 Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario, donazione e costituzione del diritto di usufrutto.

In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno le partecipazioni versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'Arbitratore, come in seguito meglio specificato.

L'intestazione a Società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

6.4 Nella dizione "trasferimento a causa di morte" si intendono comprese la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare.

6.5 In tutte le precitate ipotesi di trasferimento di partecipazioni eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'avente causa non avrà diritto di essere iscritto nel Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la Società.

6.6 Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore:

- a) di altri soci;
- b) del coniuge, dei figli di un socio.

PRELAZIONE

6.7 Il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione a soggetti diversi da quelli indicati al punto 6.6, dovrà darne comunicazione a tutti i soci risultanti dal Registro delle Imprese e all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione cui la comunicazione si riferisce facendo pervenire al socio offerente e all'Organo Amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno spedita non oltre 30 (trenta) giorni dal ricevimento dell'offerta di prelazione.

6.8 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Nel contempo ciascun socio deve impegnarsi ad acquistare anche la frazione di partecipazione per la quale non sia stata esercitata la prelazione.

6.9 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene.

6.10 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

6.11 Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione potrà essere determinato dalle parti di comune accordo tra loro entro e non oltre 30 (trenta) giorni dalla scadenza del termine fissato per l'esercizio del diritto di prelazione.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti, sempre entro il predetto termine, dovranno provvedere alla nomina di un unico Arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione, come in seguito precisato.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico Arbitratore, esso sarà nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Novara, la Società ha la sua sede, su richiesta della parte più diligente.

Nell'effettuare la sua determinazione l'Arbitratore dovrà tener conto della situazione patrimoniale della Società, della sua redditività, del valore dei beni materiali e immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

L'Arbitratore dovrà decidere entro 60 giorni dalla nomina e dare comunicazione della propria determinazione a tutti i soci e all'Organo Amministrativo a mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

Qualora il prezzo stabilito dall'Arbitratore risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'Arbitratore risultasse inferiore di non oltre il 10% (dieci per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo offerto dal potenziale acquirente; diversamente il trasferimento avverrà al prezzo determinato dall'Arbitratore salvo, in quest'ultimo caso, il diritto del socio cedente di rinunciare alla vendita e conservare la titolarità della propria partecipazione, dandone comunicazione a tutti i soci e all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno da inviarsi entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della determinazione dell'Arbitratore.

6.12 Il costo dell'Arbitratore sarà per la metà a carico del cedente e per l'altra metà della parte cessionaria.

6.13 Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 90 (novanta) giorni da quello della scadenza del termine per l'esercizio della prelazione.

Ove il trasferimento non si verifichi nel termine suindicato, il socio offerente dovrà nuovamente conformarsi alle disposizioni di questo articolo.

6.14 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione e/o il diritto di usufrutto.

6.15 La partecipazione trasferita per successione legittima o testamentaria a soggetti diversi da quelli previsti all'art. 6.6 dovrà essere offerta in prelazione a tutti i soci nei modi e con gli effetti di cui ai precedenti commi. Fino a quando non sia stata fatta l'offerta e non risulti che questa non è stata accettata, l'erede o il legatario non potrà chiedere l'iscrizione nel Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle partecipazioni e non potrà alienare le partecipazioni con effetto verso la Società.

LIQUIDAZIONE DELLE PARTECIPAZIONI

6.16 Il pagamento delle partecipazioni deve essere eseguito entro 6 (sei) mesi dall'evento al quale consegue la liquidazione in caso di accordo ovvero dalla decisione dell'Arbitratore in caso di disaccordo.

Art. 7. Recesso.

7.1 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti:

- a) il cambiamento dell'oggetto della Società;
- b) la trasformazione della Società;
- c) la fusione e la scissione della Società;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) il trasferimento della sede della Società all'estero;
- f) il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della Società;
- g) il compimento di operazioni che determinino una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci ai sensi dell'articolo 2468, quarto comma c.c..

Il diritto di recesso spetta in tutti gli altri casi previsti dalla legge.

7.2 Il socio che intende recedere dalla Società deve darne comunicazione all'Organo Amministrativo mediante lettera inviata a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre 60 (sessanta) giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

In tale ipotesi l'Organo Amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta all'Organo Amministrativo.

Dell'avvenuto esercizio del diritto di recesso deve essere fatta comunicazione, nei modi di legge, al Registro delle Imprese.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro 90 (novanta) giorni dall'esercizio del recesso, la Società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della Società.

Art. 8. Unico socio.

8.1 Quando l'intera partecipazione appartiene a un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli Amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c.

Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli Amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Art. 9. Soggezione ad attività di direzione e coordinamento.

9.1 La Società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento è soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli Amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

Dell'amministrazione e dei controlli

Art. 10. Amministratori: Nomina, Durata, Compensi.

10.1 La Società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da 2 (due) o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

L'amministrazione potrà essere conferita anche a non soci.

10.2 Gli Amministratori durano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo stabilito dall'Assemblea in sede di nomina.

10.3 La cessazione degli Amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

10.4 Gli Amministratori sono rieleggibili.

10.5 La revoca degli Amministratori è determinata dall'Assemblea con il voto di tanti soci che rappresentino almeno 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale. In caso di revoca senza giusta causa agli Amministratori spetterà un equo indennizzo. L'equo indennizzo non compete nel caso di nomina a tempo indeterminato.

10.6 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più Amministratori, gli altri provvedono a sostituirli; gli Amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima Assemblea.

Se per qualsiasi causa viene meno la metà dei Consiglieri, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, decade l'intero Consiglio di Amministrazione. I Consiglieri uscenti devono, entro 30 (trenta) giorni, convocare l'Assemblea dei soci per la nomina del nuovo Organo Amministrativo; nel frattempo possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

10.7 Non si applica agli Amministratori il divieto di concorrenza ex art. 2390 c.c., salvo diversa delibera dell'Assemblea.

10.8 Agli Amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli Amministratori un compenso annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

La remunerazione degli Amministratori investiti della carica di Consigliere Delegato o di membro del Comitato Esecutivo è stabilita dal Consiglio di Amministrazione, sentito il parere del Collegio Sindacale, se nominato, nel rispetto dei limiti massimi eventualmente determinati dall'Assemblea.

L'Assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli Amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche, lasciando all'Organo Amministrativo la ripartizione del compenso tra i vari membri.

10.9 Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi membri un Presidente.

Art. 11. Consiglio di amministrazione: Decisioni degli amministratori.

11.1 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo 12°, possono essere adottate mediante consultazione scritta.

11.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più Amministratori e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti i Consiglieri, ai Sindaci e al Revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire al domicilio risultante dai libri sociali.

Dalla proposta deve risultare l'esatto testo della delibera da adottare, corredato dalle ragioni e da quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sulla decisione da trattare.

I Consiglieri hanno 8 (otto) giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni 3 (tre) e non superiore a giorni 10 (dieci). La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta al Presidente del Consiglio raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti gli Amministratori, ai Sindaci e al Revisore, se nominati, indicando:

- i Consiglieri favorevoli, contrari o astenuti;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi Consiglieri.

11.3 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono adottate con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica: in caso di parità prevale il voto del Presidente, salvo per il caso di Consiglio composto da 2 (due) membri.

11.4 Le decisioni degli Amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli Amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla Società.

Art. 12. Consiglio di amministrazione: Adunanze e verbalizzazione.

12.1 In caso di richiesta di almeno un Amministratore, il Consiglio di Amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

12.2 In questo caso il Presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli Amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

12.3 La convocazione avviene mediante avviso trasmesso a tutti gli Amministratori, Sindaci effettivi e Revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno 3 (tre) giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno 1 (un) giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

12.4 In assenza di formale convocazione le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide quando intervengono tutti i Consiglieri in carica e i Sindaci effettivi se nominati.

12.5 Il Consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia.

12.6 Le riunioni del Consiglio di Amministrazione si possono svolgere anche mediante mezzi di telecomunicazione, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente e il Segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

12.7 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono adottate con la presenza e il voto favorevole della maggioranza dei suoi membri in carica; in caso di parità prevale il voto del Presidente, salvo per il caso di Consiglio composto da 2 (due) membri.

12.8 Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal Presidente e dal Segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli Amministratori.

Art. 13. Poteri dell'organo amministrativo.

13.1 - All'organo amministrativo, in qualunque forma costituito, spettano i più ampi poteri di ordinaria amministrazione, eccezion fatta per tutti quelli di straordinaria amministrazione che dovranno essere preventivamente autorizzate dai soci che potranno assumere la decisione anche con consultazione scritta.

Sono solidalmente responsabili con gli Amministratori i soci che hanno intenzionalmente deciso o autorizzato il compimento di atti dannosi per la Società.

13.2 Il Consiglio di Amministrazione, se istituito, può nominare eventualmente uno o più Consiglieri Delegati, determinandone i poteri.

Tali poteri potranno essere attribuiti anche al Presidente del Consiglio di Amministrazione.

In questo caso si applicano le disposizioni dei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto, c.c.

Qualora la Società sia amministrata da un Consiglio composto da 2 (due) membri e uno o entrambi siano stati nominati Consiglieri Delegati, in caso di disaccordo per la revoca da Consigliere Delegato si avrà decadenza di entrambi gli Amministratori dall'ufficio.

I Consiglieri Delegati - se istituiti - debbono intendersi in rapporto di subordinazione nei confronti del Consiglio di Amministrazione.

Il Consiglio potrà altresì nominare, anche al di fuori dei suoi membri, uno o più Direttori Generali stabilendone i relativi poteri e compensi.

Potranno essere nominati altresì Istitutori o Procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 14. Rappresentanza della società'.

14.1 La rappresentanza della Società spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione.

14.2 Il Presidente del Consiglio ed i Consiglieri Delegati, hanno inoltre la firma sociale e la rappresentanza legale della Società per l'esecuzione delle deliberazioni del Consiglio, nonché nell'ambito e per l'esercizio dei poteri loro attribuiti.

14.3 La rappresentanza della Società spetta, altresì, a quelle persone, anche estranee all'Organo Amministrativo, da questo designate, nell'ambito e per l'esercizio dei poteri loro attribuiti.

Art. 15. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione della Società hanno diritto di ottenere semestralmente dagli Amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali.

Essi potranno altresì, una volta ogni semestre, consultare anche tramite professionisti di loro fiducia purché iscritti all'albo degli avvocati o dei ragionieri e dottori commercialisti, i libri sociali e i documenti relativi all'amministrazione.

A tal fine dovranno indirizzare richieste scritte all'Organo Amministrativo indicando - ove si avvalgono di professionisti - il nominativo dei professionisti per i quali si chiede l'accesso agli uffici della Società: data e orario dell'accesso dovranno essere concordati con la Società con un preavviso di 15 (quindici) giorni.

Nell'ipotesi di richiesta di notizie da rendersi per iscritto l'Organo Amministrativo è obbligato a formulare la risposta, sempre scritta, entro 30 (trenta) giorni dal ricevimento della richiesta.

I soci non potranno divulgare le notizie e le informazioni ottenute nell'esercizio dei diritti di controllo, se non all'esclusivo fine della tutela dei loro diritti e di quelli della Società in sede di ricorso alla magistratura civile e penale o all'Arbitro nominato in forza della clausola compromissoria contenuta nel presente statuto.

I soci si assumono la responsabilità anche dell'operato dei professionisti da loro incaricati che saranno tenuti all'obbligo di riservatezza.

Sarà facoltà dell'Organo Amministrativo far partecipare alle predette ispezioni un membro dell'Organo di Controllo ovvero un professionista di propria fiducia.

Art. 16. Organo di controllo. La Società può nominare l'Organo di Controllo o il Revisore.

Nei casi previsti dalla legge la nomina dell'Organo di Controllo o del Revisore è obbligatoria.

Art. 17. Composizione e durata. L'organo di controllo si compone, salvo diversa decisione dei soci in sede di nomina, da un membro effettivo.

In ogni caso di nomina dell'Organo di Controllo, anche monocratico, si applicano le disposizioni sul Collegio Sindacale previste per le società per azioni.

I membri dell'Organo di Controllo sono nominati dai soci. Essi restano in carica per 3 (tre) esercizi e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

La cessazione dei membri dell'Organo di Controllo per scadenza del termine ha effetto nel momento in cui l'Organo medesimo è stato ricostituito.

I membri dell'Organo di Controllo sono rieleggibili.

Il compenso dei medesimi è determinato dai soci all'atto della nomina, per l'intero periodo della durata del loro ufficio.

Art. 18. Cause di ineleggibilità e decadenza. Nei casi di obbligatorietà della nomina, non possono essere nominati alla carica di membro dell'Organo di Controllo, e se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2399 c.c.

Qualora la nomina dell'Organo di Controllo non sia obbligatoria ai sensi dell'articolo 2477 c.c., non possono comunque essere nominati e, se eletti, decadono dall'Ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2382 c.c.

Per tutti i membri dell'Organo di Controllo iscritti nei registri dei revisori contabili istituiti presso il Ministero di Giustizia, si applica il secondo comma dell'articolo 2399 c.c.

Art. 19. Cessazione dalla carica. I membri dell'Organo di Controllo possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del Tribunale, sentito l'interessato.

In caso di morte, di rinuncia, di decadenza di un membro dell'Organo di Controllo, se sono stati nominati subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi membri dell'Organo di Controllo restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione dell'Organo, da adottarsi su iniziativa dell'Organo Amministrativo, nei successivi 30 (trenta) giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

Qualora in sede di nomina i soci abbiano optato per un organismo collegiale, gli stessi soci provvederanno alla nomina del Presidente dell'Organo di controllo; in caso di cessazione di quest'ultimo, la presidenza è assunta, fino alla decisione di integrazione, dal membro più anziano di età.

Art. 20. Competenze e doveri dell'organo di controllo. L'Organo di Controllo ha i doveri e i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 -bis c.c. e gli è altresì deferito il controllo contabile, salvo che la società opti per l'attribuzione del controllo contabile ad un Revisore.

Si applicano le disposizioni di cui agli articoli 2406, 2407 e 2408, primo comma c.c.

Se istituito in forma collegiale, delle riunioni dell'Organo di Controllo deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del medesimo e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni dell'Organo di Controllo devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti. Ugualmente nel medesimo libro devono trascriversi le decisioni anche in caso di organo monocratico.

Il membro dell'Organo di Controllo dissenziente ha diritto di far iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

I componenti dell'Organo di Controllo devono assistere alle adunanze delle Assemblee dei soci, alle adunanze del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo.

Se istituito in forma collegiale l'Organo di Controllo deve riunirsi almeno ogni 90 (novanta) giorni. La riunione potrà tenersi anche mediante mezzi di telecomunicazione; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste al precedente articolo 12.6 per le adunanze del Consiglio di Amministrazione.

Revisore

Art. 21. Qualora, in alternativa all'Organo di Controllo, la Società nomini per il controllo contabile un Revisore, questi deve essere iscritto al registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

Non può essere nominato Revisore, e se nominato decade, chi si trova nelle condizioni previste dal primo comma dell'articolo 2409-quinquies c.c.

Il compenso del Revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo Ufficio.

Qualora i soci nel procedere alla nomina non abbiano deciso diversamente, l'incarico ha la durata di 3 (tre) esercizi, con scadenza alla data di decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato con decisione dei soci.

Il revisore svolge funzioni di controllo contabile sulla Società; si applicano le disposizioni contenute negli articoli 2409 - ter e 2409 - sexies c.c.

Il Revisore è tenuto a redigere la relazione prevista dall'articolo 2429, comma secondo c.c.

Delle decisioni dei soci

Art. 22. Decisioni dei soci.

22.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più Amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un quinto del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

22.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli Amministratori e la struttura dell'Organo Amministrativo;
- c) la nomina dei Sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale o del Revisore;
- d) le modificazioni dello statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) la nomina dei Liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

Art. 23. Diritto di voto.

23.1 Hanno diritto di voto i soci iscritti nel Registro delle Imprese e il cui acquisto delle quote non sia avvenuto in violazione del presente statuto.

23.2 Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

23.3 Il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 24. Consultazione scritta.

24.1 Salvo quanto previsto al primo comma del successivo articolo 25°, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta presa con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

24.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più Amministratori o di tanti soci che rappresentino almeno un quinto del capitale sociale e consiste in una proposta di deliberazione che dovrà essere inviata a tutti gli aventi diritto, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire al domicilio risultante dal Registro delle Imprese. Dalla proposta deve risultare con chiarezza l'esatto testo della decisione da adottare corredato dalle ragioni e da quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sugli argomenti da trattare.

I soci hanno 8 (otto) giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni 3 (tre) e non superiore a giorni 10 (dieci).

La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego.

La mancanza di risposta o la dichiarazione di astensione dei soci entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta all'Organo Amministrativo raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti i soci, Amministratori e Sindaci, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

Tutti i documenti trasmessi alla sede della Società relativi alla formazione della volontà dei soci devono essere conservati dalla Società, unitamente al libro delle decisioni dei soci.

24.3 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 25. Assemblea dei soci.

25.1 Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 22.2 lettere d), e) ed f), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un quinto del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione Assembleare.

25.2 L'Assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia.

In caso di impossibilità di tutti gli Amministratori o di loro inattività, l'Assemblea può essere convocata dal Collegio Sindacale, se nominato, oppure mediante provvedimento del Tribunale su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno un decimo del capitale sociale.

25.3 L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno 8 (otto) giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno 5 (cinque) giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi mezzo

idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dal Registro delle Imprese.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'Assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

L'Assemblea di seconda convocazione non può tenersi il medesimo giorno dell'Assemblea di prima convocazione.

25.4 Anche in mancanza di formale convocazione l'Assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e purché tutti gli Amministratori e i Sindaci, se nominati, siano presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli Amministratori o i Sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'Assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione, su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 26. Svolgimento dell'assemblea.

26.1 L'Assemblea é presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di assenza o rinuncia di questi, da altro socio, nel primo caso, o da altro Consigliere, nel secondo caso, designato dall'Assemblea, la quale nominerà pure il Segretario, che potrà anche non essere socio.

26.2 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'Assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

26.3 L'Assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi Assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di Assemblea tenuta ai sensi del precedente articolo 25.4) i luoghi audio e/o video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il Segretario.

In tutti i luoghi audio e/o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Art. 27. Deleghe.

27.1 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'Assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla Società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di sub-delega.

27.2 Se la delega viene conferita per la singola Assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

27.3 La rappresentanza può essere conferita anche ad Amministratori, ai Sindaci o al Revisore, se nominati.

Art. 28. Verbale dell'assemblea.

28.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario se nominato o dal Notaio, se richiesto dalla legge.

28.2 Il verbale deve indicare la data dell'Assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal Presidente a norma del precedente articolo 28.2. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

28.3 Il verbale dell'Assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 29. Quorum costitutivi e deliberativi.

29.1 L'Assemblea, sia in prima che in seconda convocazione, delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentano almeno 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

29.2 Per introdurre, modificare o sopprimere i diritti eventualmente attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

29.3 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Del bilancio

Art. 30. Bilancio e utili.

30.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Il bilancio è presentato ai soci entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro 180 (centottanta) giorni, qualora la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato o qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società.

30.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci

I dividendi non riscossi andranno prescritti a favore della Società trascorsi 5 (cinque) anni dal giorno in cui sono divenuti esigibili.

Scioglimento e liquidazione della società'

Art. 31. Scioglimento e liquidazione.

31.1 La Società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

- a) per il decorso del termine;
- b) per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'Assemblea, all'uopo convocata entro 30 (trenta) giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- c) per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'Assemblea;
- d) per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482-ter c.c.;
- e) nelle ipotesi previste dagli articoli 2437-quater e 2473 c.c.;
- f) per deliberazione dell'Assemblea;
- g) per le altre cause previste dalla legge.

31.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'Organo Amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 (trenta) giorni dal loro verificarsi.

31.3 L'Assemblea, se del caso convocata dall'Organo Amministrativo, nominerà uno o più Liquidatori determinando:

- il numero dei Liquidatori;
- in caso di pluralità di Liquidatori, le regole di funzionamento del Collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del Consiglio di Amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della Società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'Organo Liquidativo.

Clausola compromissoria

Art. 32. Clausola compromissoria.

32.1 Tutte le controversie che dovessero insorgere tra i Soci ovvero tra i Soci e la Società e/o gli Amministratori, o fra aventi causa di un Socio tra di loro e/o con la Società e/o con gli Amministratori, o tra la Società e gli Amministratori che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero, dovranno essere risolte da un Arbitro, nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti ove la Società ha la sua sede, il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 (trenta) giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente.

32.2 L'Arbitro dovrà decidere entro (90) giorni dalla nomina, in via irrituale secondo diritto.

32.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'Arbitro vincoleranno le parti.

32.4 L'Arbitro determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

32.5 Per quanto non previsto, si applicano le vigenti disposizioni di legge.

32.6 La soppressione e/o la modifica della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi 90 (novanta) giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 7 del presente statuto.

Disposizioni generali

Art. 33. Rinvio alla legge.

33.1 Per tutto quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme del Codice Civile.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission, avec décharge, des administrateurs et du commissaire aux comptes, actuellement en fonction, avec effet au jour de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés italien.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Roberto BRUSATI, travailleur indépendant dans le domaine administratif et financier, né à Bellinzago Novarese (NO), Italie le 10 juillet 1965, demeurant à I-28043 Bellinzago Novarese (NO), Vicolo Delconti 6, en tant qu'administrateur unique de la Société, pour trois exercices, avec effet au jour de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés italien.

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'octroyer pouvoir et d'autoriser l'administrateur unique nouvellement nommé, afin de parvenir au transfert du siège social, de l'établissement principal, du lieu de gestion effective et lieu de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et de réaliser toutes les étapes, formalités et procédures nécessaires ou requises à la finalisation du transfert conformément au droit italien, y compris mais sans s'y limiter, l'autorité de procéder à la modification des statuts de la Société dans le but de se conformer au droit italien.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide d'octroyer pouvoir et d'autoriser tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) de procéder au désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois, sur base de la preuve de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés en Italie.

Le Notaire instrumentant accepte de radier la société FINSTYLE - PROMOTION INDUSTRIELLE ET FINANCIERE - S.A. auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg dès réception de la documentation officielle de l'inscription de la société italienne.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms et prénoms, états et demeures, ils ont signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: A. PAULISSEN, F. MARX, ROB SONNENSCHNEIN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 11 novembre 2014. Relation: ECH/2014/2162. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176872/626.

(140202923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Aysse Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 191.899.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of November.

Before us, Maître Henri BECK, notary residing at Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Aysse Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under process of registration,

here represented by Mrs Peggy Simon, private employee, residing professionally at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "Aysse Lux S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Koerich, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the research and development in the field of cosmetics and the marketing of the products developed, both in the territory of Luxembourg and around the world. More generally, the object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.5. The Company may organize the research and development, the filing and the acquisition of all patents, licenses, processes and manufacturing trademarks, their exploitation, their assignment and/or their contribution, the granting of all exploitation licenses, the procurement of all licenses, their exploitation, their confirmation and/or their retrocession.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has (have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member’s commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolu-

tions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2015.

Subscription and Payment

Aysse Holding S.à r.l., pre-named, subscribes all the twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units.

The amount of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1.100.-).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a.- Mrs Pascale Maupin Baudin, born in Nouméa, France, on November 17, 1959, residing at 3, rue de la Gare, 1040 Brussels, Belgium.

b.- Mrs Laetitia Auby, born in Fort-de-France, France, on March 25, 1977, residing at 11, rue Bornier, 34000 Montpellier, France.

c.- Aysse Holding, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under process of registration.

2. The registered office of the Company is set at 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Echternach, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Aysse Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentées par Mme Peggy Simon, employée privé, demeurant professionnellement à 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "Aysse Lux S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Koerich, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet des activités de recherche et développement dans le domaine de la cosmétique ainsi que la commercialisation des produits développés, tant sur le territoire du Luxembourg que dans le monde. Plus généralement, son objet social sera la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.5. La Société pourra organiser la recherche et le développement, la prise et l'acquisition de tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, leur exploitation, leur cession ou leur apport, la concession de toutes licences d'exploitation, l'obtention de toutes concessions, leur exploitation, leur affermage ou leur rétrocession.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)**Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.****11.1 Pouvoirs et droits de vote**

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et Libération

Aysse Holding S.à r.l., prénommée, souscrit toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent Euros (EUR 1.100.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a.- Mme Pascale Maupin Baudin, née à Nouméa, France, le 17 novembre 1959, demeurant au 3, rue de la Gare, 1040 Bruxelles, Belgique.

b.- Mme Laetitia Auby, née à Fort-de-France, France, le 25 mars 1977, demeurant au 11, rue Bornier, 34000 Montpellier, France.

c.- Aysse Holding, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 6 rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 07 novembre 2014. Relation: ECH/2014/2141. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178199/535.

(140204528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Lux Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 139.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUX CAPITAL PARTNERS S.A.

Référence de publication: 2014177013/10.

(140202846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

GM Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 175.069.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014177623/14.

(140203166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Shercock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 134.629.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of November.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

appeared the following:

Kingdom 5-KR-35, Ltd., a limited partnership established and organized under laws of Cayman Islands, having its registered office at P.O. Box 309 GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the companies register of Cayman Islands under number 54654, is the sole shareholder (hereafter referred to as the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Ms. Laure Jacquet, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 4 November 2014. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by Shercock S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134629 and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, of 21 November 2007, published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 19 January 2008 number 153. The articles of incorporation of the Company have not been amended since the incorporation (the "Articles").

The appearing party, represented as above stated, in its capacity as Sole Shareholder of the Company, then took the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 10 paragraph 7 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

"A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided that at least a Class A Manager and a Class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least include a Class A Manager and a Class B Manager."

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately nine hundred euros (EUR 900.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is drafted in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le cinq novembre.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

A comparu:

Kingdom 5-KR-35, Ltd., une société constituée sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à P.O. Box 309 GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans et inscrite auprès du registre des Sociétés des Iles Caïmans sous le numéro 54654 (l'«Associé Unique»),

représentée par Mademoiselle Laure Jacquet, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration, datée du 4 novembre 2014, qui après avoir été signée ne varietur par la mandataire et par le notaire susmentionné, devra être annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté tel que mentionné ci-dessus, déclare détenir l'intégralité des parts sociales de Shercock S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Lu-

xembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134629 et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par un acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, du 21 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 153, du 19 janvier 2008. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors (les «Statuts»).

Laquelle comparante, dûment représentée, en sa qualité d'Associé Unique de la Société a adopté la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'article 10, paragraphe 7 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des Gérants est présente ou représentée et si sont présents au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de la réunion et cette majorité doit au moins inclure un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.»

Evaluation des frais

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes, qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à neuf cents euros (EUR. 900,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la mandataire de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé au Luxembourg, le jour indiqué sur l'acte.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Jacquet, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52104. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176473/83.

(140201905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Holdco 1 Citygate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 180.099.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177640/10.

(140203519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Unicomp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 158.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014178059/12.

(140203781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Peek & Cloppenburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 55.000,00.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 138.546.

*I. Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 1^{er} octobre 2014**Résolution unique:*

L'associé unique décide de démissionner, avec effet immédiat, Monsieur Christian Peter JURISCH de son mandat de gérant de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEEK & CLOPPENBURG S.A.R.L.

Référence de publication: 2014176413/14.

(140201977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

SARL Bob Deltour, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9772 Troine, Maison 32.

R.C.S. Luxembourg B 175.829.

L'an deux mille quatorze, le quatre novembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1) Monsieur Robert DELTOUR, coiffeur, demeurant à 22, rue Fransisco Ferrer, B-4340 Awans;
 - 2) Madame Christelle DEMARET, assistante puéricultrice, demeurant à 22, rue Fransisco Ferrer, B-4340 Awans;
- ici représentés par Monsieur Louis FELICETTI, salarié, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations lui données le 1^{er} novembre 2014.

Lesquels procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent être les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée SARL Bob Deltour, ayant son siège social à L-3850 Schifflange, 91, avenue de la Liberté, constituée suivant acte notarié du 13 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1041 du 2 mai 2013. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Lesdits comparants se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils déclarent avoir été régulièrement convoqués et ont pris à l'unanimité et sur ordre du jour conforme les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de transférer avec effet immédiat le siège social de la société à L-9772 Troine, Maison 32.

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier la première phrase de l'article 4 des statuts en conséquence qui aura la teneur suivante:

Art. 4. (première phrase). «Le siège social est établi dans la commune de Wintrange».

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. FELICETTI, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 05 novembre 2014. Relation: REM/2014/2435. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176482/37.

(140201652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.
